



SPARC

Soutenir le Pastoralisme et
l'Agriculture durant les Crises
Récurrentes et Prolongées

Juillet 2021

NOTE D'ORIENTATION

STABILISER LE SAHEL

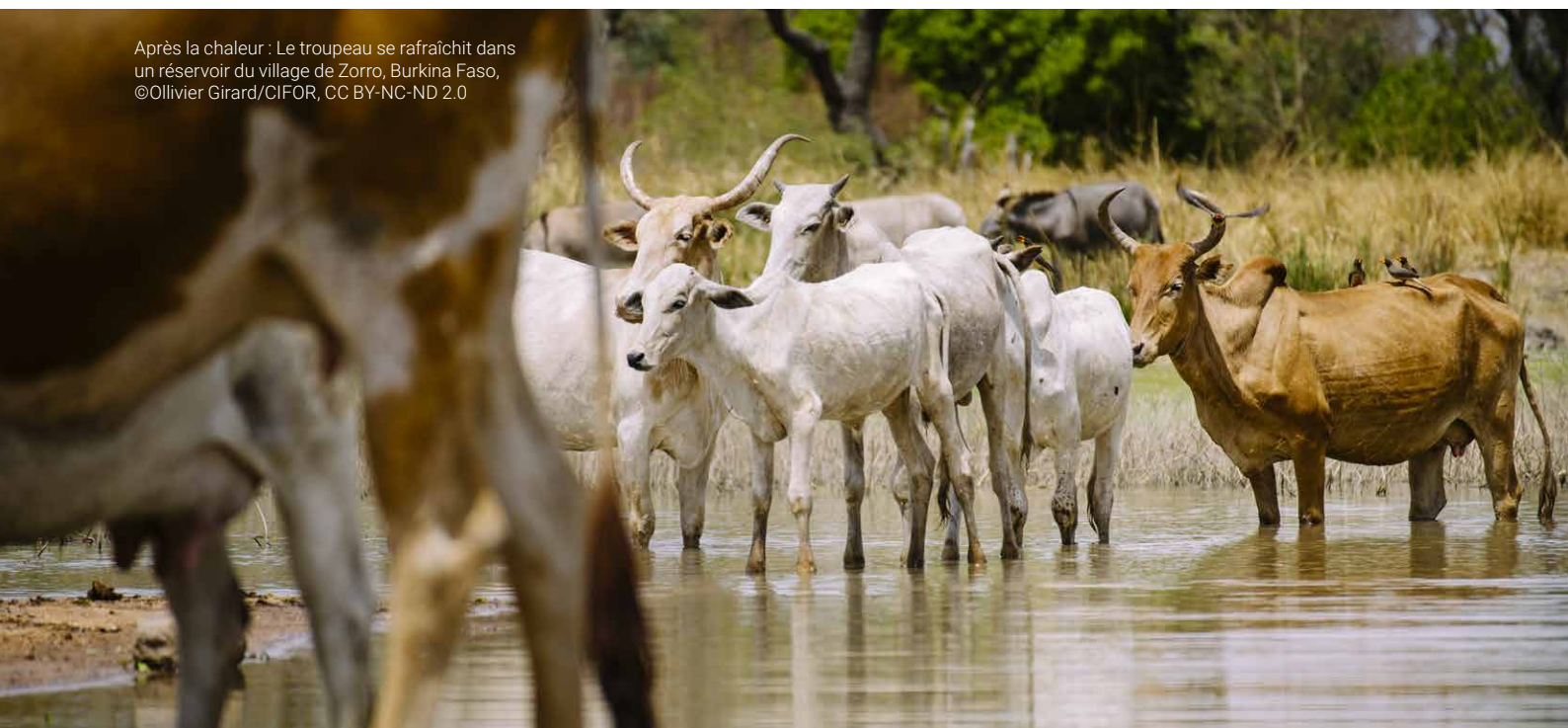
L'élevage, un moteur pour l'intégration régionale

Catherine Simonet et Elizabeth Carabine

Principales conclusions

- **La région du Sahel est une région d'intérêt grandissant pour la communauté internationale**, soucieuse de traiter les causes profondes de l'instabilité, de l'extrémisme violent et des déplacements forcés dans les pays de la région y compris au Mali, Niger et Burkina Faso.
- **L'intégration régionale est clé pour le développement économique et la stabilité politique au Sahel**. La mobilité du bétail et le commerce renforcent l'intégration régionale et sont la base de la résilience face aux crises liées au climat et au conflit.
- **Les marchés de bétail sont bien intégrés aux niveaux nationaux et régionaux**. Les zones de productions au Mali et au Niger sont essentielles pour le marché régional qui dans l'ensemble est relativement résilient face aux dynamiques de conflit. Néanmoins le climat et le conflit affectent les prix du bétail, et les chocs peuvent avoir une incidence négative sur les communautés et les économies nationales.
- **Renforcer le secteur de l'élevage au niveau régional et soutenir un environnement favorable peuvent apporter des résultats durables pour la sécurité alimentaire, le développement économique et la stabilité**. Il y a plusieurs options possibles pour arriver à cela, y compris une infrastructure modernisée, une amélioration du marketing et de la production de fourrage et des services financiers adaptés/sur mesure tels que l'assurance.

Après la chaleur : Le troupeau se rafraîchit dans
un réservoir du village de Zorro, Burkina Faso,
©Olivier Girard/CIFOR, CC BY-NC-ND 2.0



Remerciements

Cette note d'orientation est basée sur le rapport écrit par Catherine Simonet, Martial Sy Traoré, Stéphanie Brunelin et Lucie Royer, financé dans le cadre du projet du gestionnaire des connaissances de BRACED et du Dialogue régional pour la transformation de l'élevage en Afrique du CRDI et dirigé par Elizabeth Carabine et Catherine Simonet. Les auteurs souhaitent remercier Simon Levine d'ODI et deux évaluateurs anonymes pour leurs commentaires instructifs sur cette note d'orientation.

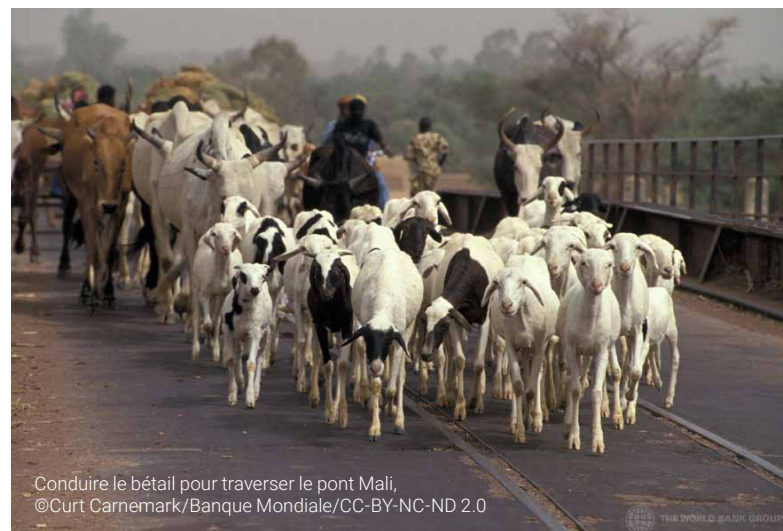
Le Sahel en Crises ?

En tant que région où les risques climatiques et sécuritaires convergent, l'Afrique de l'Ouest reçoit une attention politique renouvelée de la part de la communauté internationale. Dans des efforts intensifiés pour combiner la diplomatie, la défense et les objectifs de développement (appelée les « 3 D »), l'Alliance des bailleurs de fonds du Sahel et des organisations multilatérales se sont engagées à investir 11,6 milliards d'euros dans plus de 800 projets dans les pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie et Niger) d'ici 2022.¹ D'autres engagements de donateurs affluent vers la région, testant des approches innovantes pour répondre aux défis complexes exacerbés par la pandémie de Covid 19. Cependant, certaines incohérences dans les objectifs de politique publique peuvent avoir des conséquences inattendues. Par exemple, des politiques récentes de l'Union européenne (UE) ont affecté négativement la mobilité et l'intégration régionale, deux éléments importants pour la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), dont l'UE est un allié important (Clingendael, 2019).

Cette note d'orientation argumente que, pour éviter des conséquences inattendues et maximiser un impact positif et durable, deux caractéristiques fondamentales de la région doivent être comprises et prises en compte lors du planning et de l'implémentation d'interventions. Premièrement, l'intégration régionale est clé pour un développement économique et une stabilité politique. Deuxièmement, le pastoralisme et l'agro-pastoralisme sont des activités économiques majeures y compris pour les moyens d'existence des populations et ceux-ci renforcent l'intégration régionale à travers le mouvement et le commerce du bétail. Les politiques publiques et les investissements qui renforcent ces processus liés peuvent contribuer de manière positive à la résilience et à la stabilité au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Il existe un discours croissant autour du conflit éleveur-agriculteur comme étant la cause principale de l'insécurité au Sahel. En réalité, les interactions entre le conflit intercommunal lié aux ressources naturelles d'un côté, et l'insécurité de l'état et les extrémismes de l'autre, sont difficiles à dissocier. Ce qui est plus clair, c'est l'importance de l'agro-pastoralisme pour le développement économique de la région, avec plusieurs initiatives centrées spécifiquement sur le bétail, y compris le Projet régional d'appui au pastoralisme dans le Sahel (PRAPS), le Programme régional d'investissement pour le développement de l'élevage et du pastoralisme dans les pays côtiers (PRIDEC),

et le programme PRESA – Promouvoir la résilience économique dans les zones semi-arides. La CEDEAO et ses états-membres ont des politiques et des plans en place pour protéger le libre mouvement des biens et des personnes (transhumance) et soutenir le développement de l'élevage. Cette note d'orientation présente des recommandations pratiques et fondées sur des données probantes pour soutenir ces efforts.



Le secteur de l'élevage et l'économie pastorale

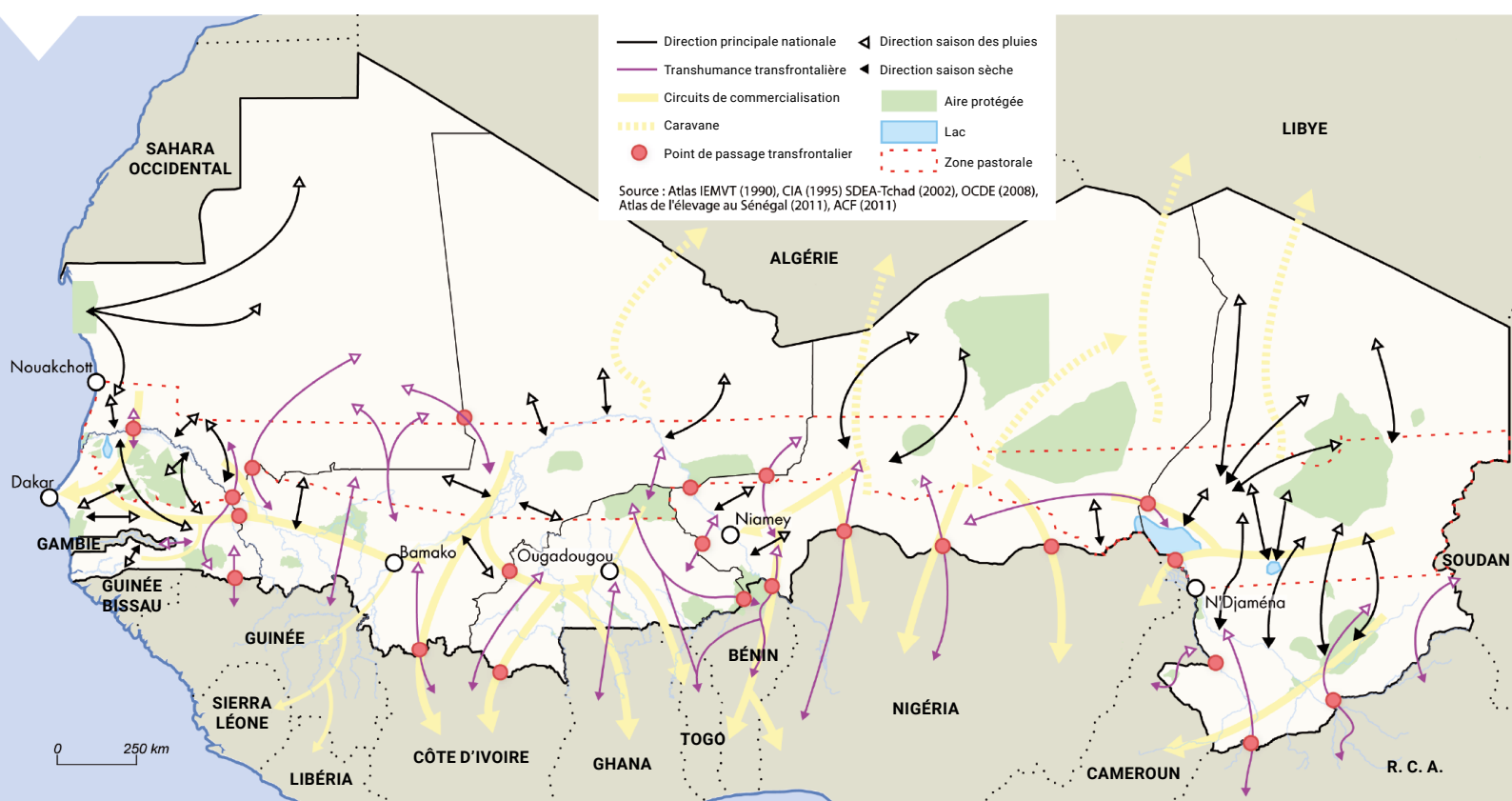
Les pays du Sahel sont des exportateurs nets de produits de l'élevage, approvisionnant les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest dans un marché régional hautement intégré et précieux, estimé à environ 40% du PIB agricole (de Hann, 2016). L'agriculture, et en particulier le secteur du bétail, soutient autour de 50% des emplois en Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE, 2008). En plus d'avoir le potentiel d'assurer une croissance sectorielle de l'ordre de 6% annuellement (de Hann, 2016), la production de bétail dans les terres de parcours du Sahel présente un équilibre favorable de carbone en termes d'émissions de gaz à effet de serres très faibles et un potentiel de séquestration du carbone, en comparaison à d'autres utilisations des terres (Assouma et al., 2019; FAO, 2017). C'est également un système qui offre un développement économique à faible émission de carbone et résilient au climat (Carabine and Simonet, 2018). Les clés pour libérer le potentiel pour une transformation économique² qui soit résiliente au climat via l'élevage, sont la libre circulation

des pasteurs et l'intégration régionale du commerce³ à l'intérieur du Sahel et entre le Sahel et les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest (Figure 1).

Bien que la transhumance soit ancrée dans les cadres régionaux, l'agro-pastoralisme a changé ces dernières années, avec une compétition intensifiée pour des ressources rares, entre les éleveurs et les agriculteurs, et de nouveaux acteurs qui entrent dans le système ainsi que la commercialisation des terres (OIM, 2019). En plus de cela, l'économie pastorale est menacée par une sévérité et une fréquence d'extrêmes climatiques⁴ et des conflits⁵ en augmentation. La crise actuelle au Mali est une combinaison malheureuse d'années successives de déficits pluviométriques entraînant des mouvements de population et de bétail plus précoces et plus longs à travers la région, et qui à son tour

contribuent à une violence intercommunale alors que les groupes se battent pour accéder aux ressources essentielles, et les chocs des prix du bétail qui ont diminué les revenus des pasteurs et les termes du commerce (ODI, BRACED, 2015). Les vulnérabilités ont été aggravées par l'instabilité politique et la montée de l'extrémisme, entraînant des impacts directs et indirects sur la sécurité humaine et alimentaire au Sahel, un schéma qui semble se répéter à travers la partie est du Burkina Faso, le nord du Nigéria, le Niger et le Tchad. Pour la stabilité du Sahel, il est crucial de trouver des solutions qui protègent la mobilité du bétail, préservent l'intégration du marché et soutiennent la transformation du secteur. Pour réaliser cela, les gouvernements, institutions régionales et les partenaires techniques et financiers ont besoin de plus d'information sur les dynamiques complexes actuellement en cours au Sahel.

FIGURE 1 MOBILITÉ DU BÉTAIL AU SAHEL



L'intégration du marché de bétail

Une nouvelle analyse des prix du bétail dans les marchés au Mali, Burkina Faso et Niger entre 2008 et 2016 (CLISS, 2016) a mis en évidence les tendances clé et les caractéristiques du secteur du bétail au Sahel. Durant les 10 dernières années, il y a eu une réduction de la différence des prix entre et au sein de ces trois marchés nationaux. Ceci indique une tendance à une intégration accrue au niveau national et régional, expliquée par une intensification du commerce.

Parmi ces trois pays, le Mali a la plus forte dispersion⁶ des prix entre ses marchés nationaux. Les différences de prix se sont considérablement réduites pendant la période 2014–2016, peut-être à cause de la variation de la monnaie du Nigéria, la naira.⁷ Également, les coûts de transaction associés avec les barrières informelles du commerce du bétail et la transhumance entre les pays du Sahel ont peut-être été réduits, grâce aux événements concomitants tels que la Déclaration de Nouakchott sur

Un troupeau de chameaux s'abreuvent à une source permanente à Guelta d'Archei dans les montagnes de l'Ennedi au Tchad, ©David/Stanley/CC-BY-2.0



le pastoralisme en 2013 et l'avènement de la mission de maintien de la paix de la CEDEAO en janvier 2013. De plus, les coûts à la frontière et les coûts de marketing associés à la distance entre les marchés situés dans différents pays ont diminué pendant la période 1990–2011 (Araujo-Bonjean et Brunelin, 2013). La région du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest est reconnue comme étant relativement bien intégrée même à travers les zones de devises différentes, surtout lorsque les réseaux informels sont forts (Aker, 2010), ce qui est souvent le cas dans le secteur du bétail.

La dispersion des prix entre le Burkina Faso et le Niger n'est pas beaucoup plus élevée que la variation des prix au sein de chaque pays, ce qui indique un bon niveau d'intégration au niveau régional où les biens, les animaux et la population peuvent circuler librement. Ceci est une preuve supplémentaire que la transhumance est bien installée dans la zone de la CEDEAO et devrait être préservée.

Une analyse au niveau régional souligne le rôle des marchés maliens dans l'influence des prix dans les marchés du Burkina Faso. Les marchés maliens, d'un autre côté, ont une influence modérée sur les prix au Niger. Les marchés dominants burkinabés au niveau national ne semblent pas être des leaders au niveau régional, ce qui suggère que ce sont des marchés intermédiaires liant les zones de production au Mali et au Niger avec la consommation dans les marchés urbains des pays côtiers. Le fonctionnement souple du marché malien est clé pour la stabilité des prix dans la région, ce qu'il est important de reconnaître dans un contexte de détérioration de la sécurité dans le pays.

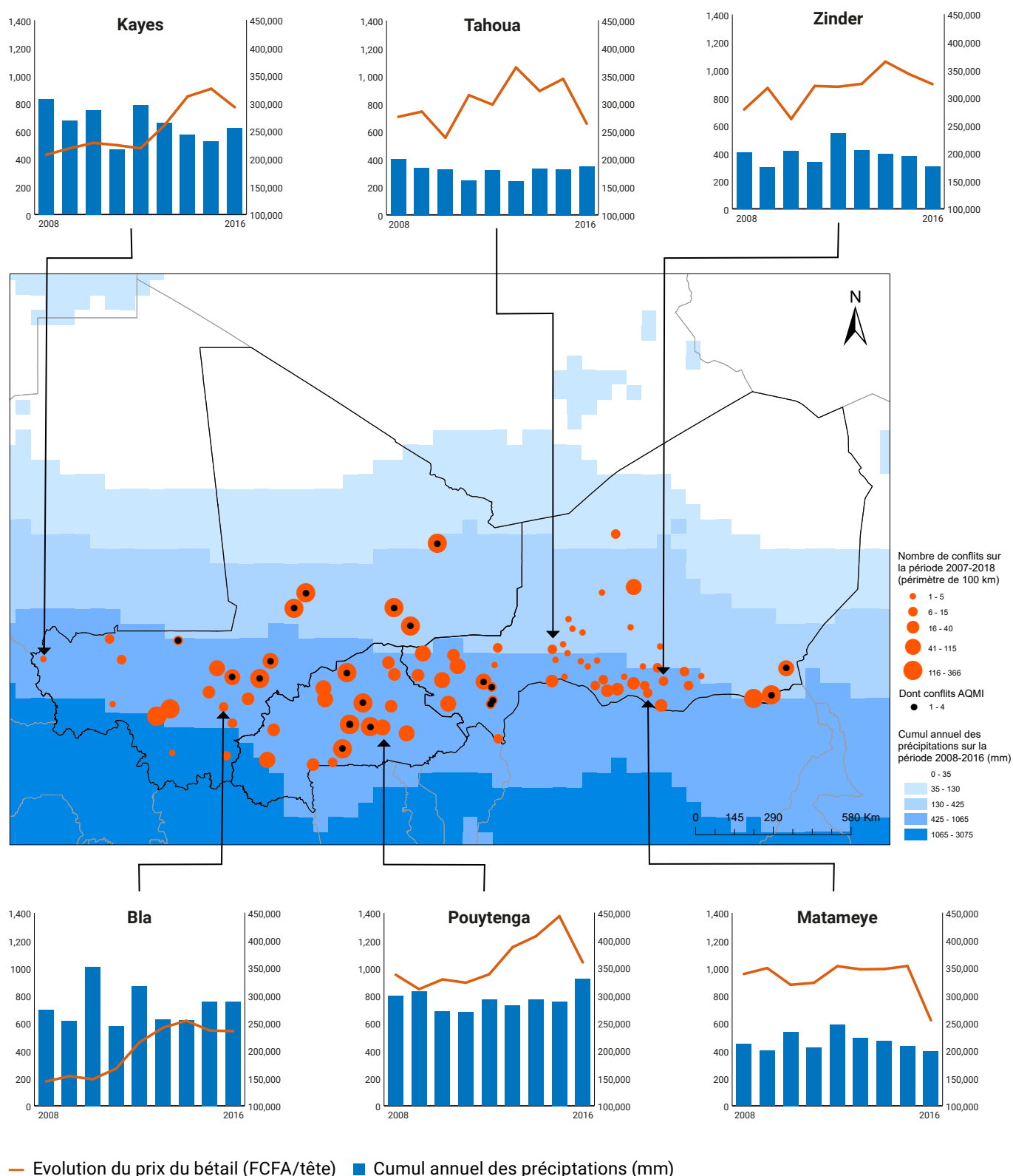
Au Niger, les marchés nationaux leaders de Zinder, Tahoua et Matameye sont situés loin des zones frontalières avec le Burkina Faso (Figure 2). Ceci suggère l'importance du rôle des zones de production au Niger. Ces marchés sont situés sur des routes importantes de commerce vers le Nigéria, ce qui suggère que les flux commerciaux sont aussi importants. Le pays est un acteur commercial clé de la région, représentant une part importante à la fois de production et de consommation régionale de bétail. En général, il y a plus de « conflits d'origine terroriste »⁸ dans les marchés de producteurs

(englobant les marchés définis comme des marchés de production et de « regroupement »), en comparaison avec les marchés de commerçants, ce qui suggère que les pôles importants de commerce et de consommation sont évités. Ces constats suggèrent que le marché est réactif, et à un certain niveau, résilie face aux dynamiques de conflit dans la région.

Les variabilités climatiques et de conflit jouent des rôles importants dans l'explication des dynamiques des prix (figure 2). La pluviométrie totale annuelle a un effet significatif et négatif sur les prix, ce qui veut dire qu'une année (de juin à mai) avec plus de précipitations entraînera des prix mensuels du bétail plus bas durant la même année. Les conflits d'origine terroriste ayant lieu à la périphérie des marchés influencent les prix de manière significative. La distance entre les marchés et les conflits est un facteur important dans ce contexte avec des conflits à 70–150 km ayant un impact sur les prix. Le contrôle des routes principales de transport au nord du Mali par des groupes rebelles en 2012 a été documenté, empêchant la mobilité du bétail et le commerce, et entraînant une augmentation des vols et des pertes (D'Errico et al., 2017). Au niveau national, les conflits ont entravé les activités économiques durant la crise malienne. En 2012, le pays était en récession, présentant un produit intérieur brut (PIB) réel de –1,5%. Une croissance du secteur du bétail de 4,4% était initialement prévue, mais réduite à 0% à cause de la crise (FMI, 2013).

Les résultats de 2008-2016 démontrent que les marchés de bétail sont bien intégrés au niveau national et régional. Cette intégration est sûrement soutenue par la mobilité et le commerce dans et entre les pays, favorisant les échanges de biens, de personnes et d'information. Les régions de production de bétail au Mali et au Niger sont essentielles au fonctionnement des marchés de la région du Sahel et le marché régional est relativement résilient aux dynamiques de conflit. Cependant, le climat et le conflit jouent un rôle clé sur les prix du bétail et les chocs peuvent influencer de manière négative les revenus et les termes du commerce des pasteurs. Ces effets peuvent être atténués par l'intégration du marché, qui est par conséquent un facteur clé pour la résilience de l'économie pastorale. La section suivante examine comment cela pourrait se faire dans la pratique.

FIGURE 2 LORSQUE LE CLIMAT ET LE CONFLIT CONVERGENT : LES CHOCS DU PRIX DU BÉTAIL AU SAHEL



Notes : les données du CILSS ne sont pas dans le domaine public (Simonet et al., 2020). A l'heure actuelle, les bases de données utilisées ici et immédiatement disponibles sont celles du Burkina Faso, Mali et Niger. Les autres pays de la zone, tels que le Sénégal, ont des systèmes de collecte des prix pour les céréales et le bétail. Cependant, ces données collectées manuellement ne sont pas systématiquement numérisées. Egalement, du fait du manque de données, les pays côtiers manquent fortement à cette analyse. Etant des consommateurs importants de bœuf, il est important d'inclure ces marchés dans l'analyse de l'intégration régionale.

Sources : les calculs des auteurs basés sur la combinaison de trois bases de données. Données sur les prix : base de données du CILSS. Données sur le conflit : Raleigh et al (2010), ACLED (2017). Données sur le climat : Harris et al. (2014).

Recommandations de politique publique

Le secteur de l'élevage et l'économie pastorale sont sans aucun doute à l'ordre du jour de la région, mais une meilleure compréhension de la crise actuelle est essentielle pour répondre aux défis complexes auxquels la région doit faire face. Cette analyse confirme que ceci est possible en utilisant les informations existantes. Des recommandations de diverses parties prenantes (Encadré 1) pointent vers des actions basées sur des données probantes et des investissements pouvant améliorer la résilience des marchés de bétail de la région face aux chocs du climat et aux conflits. Ces actions pourraient par conséquent améliorer la contribution du secteur aux moyens d'existence, à la sécurité alimentaire et à l'économie régionale.

Elles peuvent être résumées comme suit :

1. Renforcer les systèmes régionaux d'alertes précoces
2. Développer des partenariats publics-privés pour l'assurance bétail
3. Appliquer les réglementations de la transhumance
4. Transformer l'élevage pour une résilience au climat
5. Étendre les initiatives pour harmoniser la collecte de données et les systèmes de surveillance des marchés.

ENCADRÉ 1 DIALOGUE DE POLITIQUE PUBLIQUE RÉGIONALE VERS UNE TRANSFORMATION DE L'ÉLEVAGE EN AFRIQUE

Le Dialogue régional sur les politiques pour promouvoir la transformation de l'élevage en Afrique, financé par le CRDI, a été convoqué par les auteurs et a rassemblé les parties prenantes nationales et régionales du Sahel et de la Corne de l'Afrique dans une série de rencontres. L'objectif était d'échanger les expériences des organisations d'éleveurs pastoraux, du secteur privé, des responsables gouvernementaux et des organismes régionaux et de faire des recommandations pour la mise en œuvre de la Stratégie de développement de l'élevage en Afrique de l'Union africaine (AU LiDESA). Ces rencontres comprenaient :

- Pôle Pastoralisme et Zones Sèches (PPZS) Conférence à Dakar, Sénégal, novembre 2017, dans une session organisée conjointement par ODI et le CILSS PRAPS
- Promouvoir la Résilience des Economies en Zones Semi-Arides (PRISE) – Atelier de Nairobi, Kenya, avril 2018, organisée conjointement par ODI et le Kenya Markets Trust
- Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) à Katowice, en Pologne, en décembre 2018, organisée par ODI.

Les thèmes principaux identifiés par les participants comme importants pour la transformation du secteur de l'élevage étaient :

- La transformation économique du secteur de l'élevage résilient au climat, y compris la création de valeur ajoutée par l'amélioration de la santé animale, la diversification des chaînes de valeur du bétail dans des secteurs connexes tels que le tourisme, la provision de services d'extension et en particulier le rôle des services financiers et les stratégies nationales pour le commerce et des labels de qualité.
- L'intégration régionale pour soutenir l'économie pastorale et l'adaptation au changement climatique, y compris des discussions sur les défis et les opportunités de développer et de mettre en œuvre des cadres politiques au niveau régional (c.-à-d. la Déclaration de Nouakchott au Sahel et l'IDDRSI de l'IGAD dans la Corne de l'Afrique) soutenant l'économie pastorale par la mobilité et le commerce.
- Un système d'alerte précoce pour les pastoralistes, y compris la manière dont les systèmes d'informations sur le climat et les prix peuvent être intégrés dans des systèmes d'alerte précoce dans lesquels la génération et la communication de l'information est spécifiquement adaptée aux pasteurs qui sont mobiles, confrontés à l'accès au marché et devant déjà gérer une variabilité météorologique et de conditions du marché significative.

Source : les auteurs.

1. Renforcer les systèmes d'alerte précoce

Pour encourager une gestion effective des risques, les systèmes d'alerte précoce, tels que le Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWSNET) ou le Cadre Harmonisé, doivent intégrer les indicateurs cruciaux identifiés dans cette analyse. Comme pour le prix des céréales, le prix du bétail ou le taux de change bétail/céréale pourrait être utilisé comme base pour créer un système régional d'alerte précoce adapté. Ce travail, actuellement en cours au niveau du PRAPS, devrait permettre d'identifier des marchés 'leaders', tels que ceux identifiés dans cette étude, qui peuvent jouer le rôle de sentinelles dans un système régional d'alerte précoce.

La définition des activités agricoles doit inclure les moyens d'existence pastoraux, avec des indicateurs appropriés, y compris le climat, le conflit et l'information sur les prix, les déclencheurs d'achat et les produits d'information. Les procédures opérationnelles standard basées sur ces produits doivent inclure des actions qui soutiennent le bon fonctionnement du marché. Par exemple, le rôle du secteur public pour absorber le bétail et l'incorporer dans le système de marché a été mis en évidence comme étant une action précoce clé par les parties prenantes régionales. Un exemple dont on peut s'inspirer est le FEWSNET, qui utilise des données pertinentes sur le bétail lorsqu'elles sont disponibles, et qui devrait être étendu. Pour constituer une source d'information efficace pour l'alerte précoce, cette base de données doit être consolidée sur la période la plus longue possible, enregistrée fréquemment (c'est-à-dire mensuellement) et couvrir les marchés nationaux pertinents. Jusqu'à présent, de telles informations sont uniquement disponibles pour la Somalie (plus de 20 marchés surveillés mensuellement pour les prix du bétail en 2019) et le Tchad (environ 10 marchés avec des données mensuelles en 2019). Ces pays bénéficient d'initiatives spécifiques soutenant la collecte de ces données. L'effort devrait être étendu aux pays du Sahel d'une manière plus durable.

La pluviométrie mensuelle totale, la distance des conflits d'origine terroriste, et les prix du bétail dans les marchés leaders semblent essentiels pour une action précoce. La plupart des systèmes d'information nationaux sur les marchés collectent d'autres types de données sur les marchés (par ex. le nombre d'animaux, l'état de la forme des animaux, le prix des aliments pour animaux ou du fourrage). L'analyse des prix, complétée par les volumes et les flux, apportera une meilleure compréhension du rôle joué par la transhumance dans l'intégration du marché. En plus de cela, les technologies innovantes pourraient être employées pour surveiller les indicateurs même de la transhumance, y compris les concentrations de troupeaux et la fraction des éleveurs qui commencent ou terminent la transhumance dans une zone quelconque donnée. (FAO et CIRAD, 2012).

Le Comité Inter-Etat de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) et le centre de recherche AGRHYMET ont l'expertise et le mandat pour gérer un tel système,

mais les gouvernements nationaux restent des acteurs intermédiaires largement absents de la gestion des crises et doivent être intégrés dans une approche régionale. Beaucoup de services climatiques existants sont mis en œuvre par des organisations non-gouvernementales ou des entités internationales et ne servent pas à renforcer la capacité technique des organismes nationaux et régionaux. Les motivations commerciales pour les partenariats publics-privés pour fournir des services d'information sur le climat devraient être développées. Finalement, on ne peut ignorer que le réseau d'observation est faible, et l'information hydro-climatique et la collecte de données sur l'information des marchés reste coûteuse et un défi logistique. La croissance de la présence militaire dans la région du Sahel peut potentiellement offrir des opportunités pour renforcer de tels systèmes d'information.

2. Développer les partenariats publics-privés pour l'assurance bétail

Les partenariats publics-privés (PPP) représentent une manière effective d'inciter à investir et des moteurs pour la transformation du secteur. La faisabilité d'assurances bétail régionales et nationales indexées devrait être évaluée, et les PPP développés pour établir ces produits. Ils devraient être ciblés et pilotés dans des lieux où ce produit est identifié comme étant efficace et intéressant pour les parties prenantes. Les mécanismes de l'assurance devraient compléter les filets de sécurité, plutôt que de les remplacer. Cela veut dire, que pour être viable commercialement, les produits d'assurance devraient viser les pasteurs les plus actifs commercialement pour protéger leurs affaires, plutôt que de se centrer uniquement sur les plus vulnérables qui continueront à avoir des difficultés à payer pour le service. Des expériences en Afrique de l'Est ont démontré le rôle critique des gouvernements nationaux en créant les conditions juridiques et financières nécessaires afin de soutenir les sociétés privées pour développer des produits sur mesure. Un arrangement institutionnel efficace entre le secteur public et les institutions financières privées n'a pas encore été défini, et devrait être exploré à travers une approche régionale et sectorielle.

3. Appliquer la réglementation de la transhumance

L'intégration du marché et la transhumance sont deux facteurs essentiels de résilience pastorale. Il existe un certain nombre de cadres pour soutenir et réguler la transhumance, y compris le Protocole de la CEDEAO sur la transhumance et la Déclaration de Nouakchott sur le pastoralisme de 2013. Ces cadres devraient être revus et mis en œuvre à la lumière de la situation actuelle. Il a été recommandé ailleurs que des comités des communautés locales devraient être établis et soutenus pour la résolution des conflits, que les itinéraires existants de transhumance devraient être revus et appliqués, que des commissions nationales pour la transhumance devraient être créées au niveau des États membres, ainsi que des comités de transhumance interétatiques, et des certificats internationaux de



Mauritanie, ©Vix Morá,
2008/CC-BY-NC 2.0

transhumance devraient être opérationnels (CEDEAO, 2018). Les données présentées ici soutiennent ces recommandations. La mise en œuvre de la convention de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre et les services de sécurité transfrontalière devraient être sensibles à l'exigence d'une transhumance bien gérée et réglementée (UNOWAS, 2018). La libre circulation entre les marchés doit être autorisée pour garantir l'intégration appropriée des marchés et la stabilité des prix.

4. Transformer l'élevage résilient au climat

Il existe beaucoup d'opportunités pour la transformation de l'élevage le long de la chaîne de valeur, de la production au marketing (Carabine et Simonet, 2018). Celles-ci comprennent l'amélioration de l'infrastructure, en particulier dans les zones transfrontalières et les marchés, améliorer les intrants et les services vétérinaires, investir dans la production de fourrage et introduire la marque, l'étiquetage d'origine et des normes de qualité. Les programmes de développement rural et de moyens d'existence dans les zones pastorales et agro-pastorales devraient se concentrer sur le soutien tant de la production des cultures que du bétail, et viser à réguler la production au fil des saisons. Le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) recommande que les états membres de la CEDEAO allouent 3% des 10% de leur dépense pour l'agriculture au secteur du bétail, comme approuvé dans la Déclaration de Malabo (UNOWAS, 2018). L'AU LiDeSA offre un cadre régional pour la transformation du secteur du bétail, ce qui est une base pour le développement de politiques publiques nationales pour le développement du bétail. Les bailleurs de fonds devraient soutenir

les gouvernements nationaux pour qu'ils développent ces secteurs, tant pour la croissance économique que pour la stabilité. L'Union Africaine peut apporter une perspective régionale en terme de commerce et de développement du marché, à la lumière de l'accord de la Zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA). En particulier, la compétition entre les pays devrait être équitable et soutenir la transformation régionale effective du secteur avec une stratégie d'exportation cohérente.

Les instruments de politique pour le climat issus de l'Accord de Paris offrent des possibilités de détourner des ressources nationales et internationales au bénéfice de la transformation de l'élevage. Les contributions nationales déterminées du Mali, Niger et Burkina Faso entre elles identifient une gestion des pâturages durable, le stockage du fourrage et une amélioration de la gestion du bétail comme étant des actions prioritaires pour l'adaptation, ainsi que viser à réduire les émissions de gaz à effets de serre du secteur agricole. Les trois pays commencent à réussir à obtenir des fonds multilatéraux pour le climat, y compris le Fonds vert pour le climat, le Fonds d'adaptation, le Fonds pour les pays les moins avancés et les Fonds d'investissement climatique. Avec le soutien de la Banque africaine de développement, la Commission des chefs d'État du Sahel a validé cette année le Plan d'Investissement Climatique pour la Région du Sahel (PIC-RS) avec un Programme Prioritaire Régional estimé à 13 milliards de dollars. Les investissements soutenant la transformation du bétail à l'épreuve du climat sont par conséquent clairement en accord avec les priorités climatiques régionales et nationales.

5. Etendre les initiatives pour une harmonisation de la collecte de données et la surveillance du marché

Cette analyse n'aurait pas été possible sans le travail de collecte mené pendant plus de dix ans par le CILSS et les institutions nationales en charge de la surveillance des marchés. Actuellement, le PRAPS s'est engagé pour une plus grande harmonisation des systèmes de collecte d'information sur le marché du bétail. Cette étape, déjà réalisée pour les céréales et appliquée comme norme dans les analyses de la sécurité alimentaire et les systèmes d'alerte précoce, est essentielle pour fournir des informations précises et exploitables. Cependant, ces ajustements peuvent coûter cher et prendre beaucoup de temps. Ils doivent être accompagnés d'un renforcement des capacités des enquêteurs pour harmoniser les pratiques de collecte et de numérisation. Cette importante collecte de données,

réalisée principalement dans le cadre de PRAPS, devra être poursuivie au-delà du programme et étendue aux pays côtiers afin de fournir une vision régionale de la situation des marchés de bétail. Les tensions actuelles grandissantes entre les pays côtiers et ceux du Sahel sur la transhumance, où le mouvement de 57 000 pastoralistes et environ 1,5 millions de bétail était bloqué durant le seul mois de janvier 2021 (RPCA, 2021), plus récemment en particulier à la frontière entre le Bénin et le Nigéria (CILSS PRAPS, 2020; 2021), doivent être résolues à la lumière des informations objectives produites par les systèmes de surveillance des marchés au niveau national. Il est important que les pays côtiers, soutenus par la région et les bailleurs de fonds, s'inspirent des pays du Sahel sur ce sujet et mobilisent leurs capacités techniques et financières pour améliorer la surveillance des marchés de bétail.

Références

- ACLED – Armed Conflict Location & Event Data Project (2017) "Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook, 2017" (www.acleddata.com/, données téléchargées en Novembre 2018)
- Aker, J.C., Klein, M.W., O'Connell, S.A. et Yang, M. (2010) *Borders, ethnicity and trade*. Document de travail 15960. NBER.
- Araujo-Bonjean, C. et Brunelin, S. (2013) "Le commerce agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre: les frontières sont-elles abolies?" *Revue d'Economie du Développement* 21: 13–21
- Assouma, M.H., Lecomte, P., Corniaux, C., Hiernaux, P., Ickowicz, A. et Vayssières, J. (2019) "Pastoral landscapes in the Sahel: a carbon balance with unexpected potential for climate change mitigation". Montpellier: CIRAD. Perspective 52 (<https://doi.org/10.19182/agritrop/00083>)
- Carabine, E. et Simonet, C. (2018) *Value Chain Analysis for Resilience in Drylands (VC-ARID): identification of adaptation options in key sectors*. Rapport de synthèse de PRISE.
- CILSS PRAPS – Inter-State Committee for Drought Control in the Sahel Regional Sahel Pastoralism Support Project, 2020. "Bulletin trimestriel d'information et de diffusion des innovations sur le Pastoralisme et la Transhumance au Sahel et en Afrique de l'Ouest" 4 (juillet–septembre).
- CILSS PRAPS, 2021. "Bulletin trimestriel d'information et de diffusion des innovations sur le Pastoralisme et la Transhumance au Sahel et en Afrique de l'Ouest" 5 (octobre–décembre)
- Clingendael – Netherlands Institute of International Relations, 2019. "Incoherent agendas: do European Union migration policies threaten regional integration in West Africa?" Note d'orientation.
- D'Errico, M., Grazioli, F. et Mellin, A. (2017) *The 2012 crisis in Mali and its implications on resilience and food security*. FAO Agricultural Development Economics Working Paper 17-04. Rome: FAO
- de Haan, C. (ed.) (2016) *Prospects for livestock-based livelihoods in Africa's drylands*. World Bank Studies. Washington, DC: World Bank
- ECOWAS – Economic Community of West African States (2018) "Proceedings of experts' meeting on herders-farmers conflict". Abuja, Nigeria
- FAO – Food and Agriculture Organization (2017) *Global Livestock Environmental Assessment Model (GLEAM)* (online). Rome, FAO (www.fao.org/gleam/en/)
- FAO and CIRAD – Agricultural Research for Development (2012) *Atlas of trends in pastoral systems in the Sahel*.
- Harris, I., Jones, P.D., Osborn, T.J. et Lister, D.H. (2014) "Updated high-resolution grids of monthly climatic observations – the CRU TS3.10 Dataset" *International Journal of Climatology* 34: 623–642 (CRU website: www.cru.uea.ac.uk/data, données téléchargées en Décembre 2018)
- IMF – International Monetary Fund (2013) "Mali: Staff report for the 2012 Article IV consultation, request for disbursement under the Rapid Credit Facility, and cancellation of the extended credit facility arrangement". African Department Report 13/44 (26 Février)
- IOM – International Organization for Migration (2019) *Regional policies and response to manage pastoral movements within the ECOWAS region*. International Organization for Migration (IOM), International Centre for Migration Policy Development (ICMPD) and Economic Community for West African States (ECOWAS)
- ODI/BRACED – Overseas Development Institute / Building Resilience and Adaptation to Climate Extremes and Disasters (2015) "Drought, complex shocks and poverty in Mali" (Chapitre 3) in *Climate extremes and resilient poverty reduction*. London: Overseas Development Institute
- Raleigh, C., Linke, A., Hegre, H. et Karlsen, J. (2010) "Introducing ACLED – Armed Conflict Location and Event Data" *Journal of Peace Research* 47(5): 651–660
- RPCA – Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (2021) "Summary of conclusions of restricted meeting 8–9 April 2021" (www.food-security.net/wp-content/uploads/2021/04/RPCA2021_RELEVE-CONCLUSIONS_EN.pdf)
- Simonet, C., Traoré, S., Brunelin, S. et Royer, L., (2020) "Livestock markets in the Sahel: market integration and the role of climate and conflict in price formation". London: Overseas Development Institute (<https://odi.org/en/publications/livestock-markets-in-the-sahel-market-integration-and-the-role-of-climate-and-conflict-in-price-formation/>)
- SWAC/OECD – Sahel and West Africa Club / Organisation for Economic Co-operation and Development (2008) "Livestock and regional market in the Sahel and West Africa: potential and challenges" (www.oecd.org/swac/publications/41848366.pdf)
- UNOWAS – United Nations Office for West Africa and the Sahel (2018) "Pastoralism and security in West Africa and the Sahel: towards peaceful coexistence". UNOWAS Issue Paper
- USAID – US Agency for International Development (2017) "Climate risk profile: West African Sahel" (www.climatelinks.org/resources/climate-change-risk-profile-west-africa-sahel)

Notes

- 1 L'Alliance Sahel est un groupe de partenaires du développement et d'organisations internationales comprenant notamment la France, l'Allemagne, l'Union européenne, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Banque européenne d'investissement, le Programme des Nations unies pour le développement, l'Italie, l'Espagne, le Royaume Uni, le Luxembourg, le Danemark, les Pays-Bas et la Norvège. Les chiffres sont basés sur les estimations de 2020 (www.alliance-sahel.org/en/sahel-alliance).
- 2 Définie comme étant toute la gamme des évolutions entreprises par l'économie et la société vers un développement durable. Ceci est caractérisé par une évolution vers des secteurs qui produisent une croissance inclusive et adaptative et des gains de productivité dans des secteurs. Cette augmentation en productivité doit être atteinte sans mettre sous pression les ressources naturelles et sans générer des retombées environnementales négatives qui ne peuvent être internalisées (Carabine et Simonet, 2018).
- 3 Selon la Banque mondiale, une intégration régionale aide les pays à dépasser les divisions qui entravent la circulation des biens, des services, du capital, des populations et des idées. Ces divisions sont une contrainte pour la croissance économique, particulièrement dans les pays en développement (voir www.worldbank.org/en/topic/regional-integration/overview).
- 4 Observés sous forme d'augmentations du nombre de journées/nuits chaudes et une diminution de journées/nuits froides, une réduction globale des précipitations cumulées de 8 à 15%, une augmentation de la température moyenne de 0,6 à 0,8°C entre 1970 et 2010, l'allongement de la saison sèche et l'augmentation de la fréquence et de la sévérité d'événements pluvieux extrêmes et d'inondations (USAID, 2017).
- 5 D'après la Base de données sur les conflits armés et les lieux d'événements (ACLED), les attaques de djihadistes ont été multipliées par 4 au Burkina Faso entre 2017 et 2018. Au Sahel occidental, il y a eu plus de décès signalés dus à la violence politique dans la première partie de 2019 que pendant une année entière depuis 2012. A travers le Sahel (particulièrement au centre), le conflit et les manifestations ont augmenté de manière significative. Même si cette tendance peut être partiellement attribuée à de meilleurs rapports et recensements des informations sur les conflits, l'augmentation est significative durant la période 2008-2016 (www.acleddata.com/2019/08/07/mid-year-update-ten-conflicts-to-worry-about-in-2019/#unique-identifier, consulté en septembre 2019).
- 6 La dispersion des prix se réfère à la variation de prix d'un même produit d'une zone géographique à l'autre.
- 7 En juin 2016, la naira a été dévaluée, affectant les importations et les exportations avec les pays commerçant avec le Nigeria comme le Burkina Faso et le Niger. L'importation d'animaux vivants du Nigéria au Niger et au Burkina Faso était moins chère qu'avant la dévaluation, ce qui a entraîné une diminution des prix au niveau national dans ces pays.
- 8 Voir Simonet et al. (2020), où les auteurs définissent les conflits d'origine terroriste comme étant des événements pour lesquels les termes « Al Qaïda au Maghreb » (AQMI), « Al Qaïda » ou « terrorisme/terroristes » figurent dans la description de l'événement par l'ACLED.

Financé par

Gestionnaire de fonds



Ces ressources ont été financées par une aide du gouvernement du Royaume Uni ; cependant, les avis exprimés ne reflètent pas nécessairement la politique officielle du Royaume Uni.